

## Section 3

**Des organes de mise en œuvre**

Art. 20. — Il est créé un organisme public dénommé "Agence nationale de développement du tourisme " chargé de la mise en œuvre et du suivi du développement touristique.

Il est chargé, dans ce cadre, notamment d'acquérir, d'aménager, de promouvoir, de rétrocéder ou de louer des terrains aux investisseurs dans les zones d'expansion et les sites touristiques aménagés, afin d'y réaliser des installations touristiques.

L'organisation et le fonctionnement de cet organisme sont déterminés par voie réglementaire.

## CHAPITRE III

**DE LA VALORISATION DES PRESTATIONS  
ET DE LA PROMOTION TOURISTIQUE**

Art. 21. — Au titre de la valorisation des prestations et de la promotion touristique, les pouvoirs publics encouragent le développement de la formation spécialisée et appropriée aux métiers du tourisme et aux activités touristiques et veillent à l'élargissement du champ de la promotion et de l'information touristiques.

## Section 1

**De la valorisation des prestations touristiques**

Art. 22. — La valorisation des ressources humaines liées aux métiers du tourisme et aux activités touristiques constitue un axe de développement du tourisme.

A ce titre, l'Etat encourage :

- l'intégration soutenue des métiers du tourisme dans le système national de formation professionnelle,
- la création de nouveaux établissements de formation dans les différentes filières du tourisme,
- la création d'établissements privés de formation dans le tourisme,
- l'institution d'un baccalauréat professionnel dans le tourisme,
- l'ouverture de filières d'économie du tourisme au niveau de l'enseignement supérieur.

Art. 23. — Les prestations de services et les activités touristiques doivent répondre aux normes de qualité, de classement et d'exploitation prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

A ce titre, l'administration chargée du tourisme, en coordination avec les institutions concernées, doit œuvrer à la réhabilitation de la fonction de contrôle des activités touristiques et des conditions de son exercice.

## Section 2

**De la promotion et de l'information touristique**

Art. 24. — Est considérée comme promotion touristique toute action d'information et de communication destinée à mettre en valeur le potentiel touristique en vue de son exploitation commerciale.

Art. 25. — La promotion touristique constitue l'instrument privilégié de valorisation du patrimoine et des potentialités et atouts touristiques.

Elle porte, notamment, sur les études de marché, les programmes de communication et fait appel aux différentes formes de marketing telles que les foires, les publications et les médias spécialisés et aux techniques modernes de conception, de réalisation et de diffusion.

Art. 26. — La promotion touristique est d'utilité publique et incombe à l'Etat.

A ce titre, elle bénéficie de toute forme d'aide et de soutien de l'Etat et des collectivités territoriales.

Il est créé un établissement public dénommé "Office national de tourisme", chargé d'encadrer la promotion touristique dont le statut, l'organisation et les missions sont définis par voie réglementaire.

La promotion peut être également assurée par les offices locaux du tourisme et les associations liées à l'activité touristique, ainsi que les représentations diplomatiques, consulaires et commerciales algériennes à l'étranger.

A ce titre, ces offices et associations peuvent bénéficier de mesures d'encouragement édictées par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes concernés.

Art. 27. — Il est institué une banque de données du secteur du tourisme.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 28. — L'action informative dans le tourisme doit être axée sur la promotion des potentialités touristiques, culturelles et naturelles que recèle le pays ainsi que sur le renforcement des opportunités d'investissement et de partenariat.

Art. 29. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.